

Objet : Ville de Nantes – La Prairie de Mauves - Parcelles non bâties cadastrées section BO n°85, BO n°228 et BO n°656 – Propriété de Madame Lætitia MODINE et Monsieur Frédéric MODINE - exercice du droit de substitution de la commune relatif au droit de préemption du Conseil Départemental au titre des périmètres d'Espaces Naturels Sensibles – Préemption au prix

Décision n°

La Maire de Nantes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L 215-1 et suivants et R 215-1 et suivants du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Départemental de Loire-Atlantique en date du 7 octobre 1994 créant une zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles sur le secteur de la Prairie de Mauves à Nantes,

Vu la délibération du Conseil municipal du 15 juillet 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au maire, aux adjoints,

Vu l'arrêté n°2023_74ARR du 11 avril 2023 portant délégations de fonction et de signature aux élus,

Vu le Plan Local d'Urbanisme métropolitain, approuvé le 05 avril 2019, modifié le 16 décembre 2022,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner reçue par le Conseil Départemental le 30/03/2023, présentée par Maître Gildas RASS, Notaire, agissant au nom de Madame Laetitia MODINE et Monsieur Frédéric MODINE, propriétaires, relative aux immeubles non bâtis et ci-après désignés :

- **Adresse** : La Prairie de Mauves, 44000 Nantes,
- **Références cadastrales** : BO n°85, BO n°228 et BO n°656,
- **Superficie totale** : 13 036 m²,
- **Propriétaires** : Madame Lætitia MODINE et Monsieur Frédéric MODINE,
- **Prix envisagé** : 2 868,00 €.

Vu le courrier du Conseil Départemental en date du 19 avril 2023 relatif à la renonciation à l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles,

Considérant que l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État, pôle d'Évaluation Domaniale, n'est pas requis,

Considérant que ce bien est inscrit en zone NS du Plan Local d'Urbanisme Métropolitain, soumis au droit de préemption Espaces Naturels Sensibles,

Considérant que la Ville de Nantes et Nantes Métropole sont déjà propriétaires de nombreuses parcelles dans le secteur de la Prairie de Mauves,

Considérant que l'acquisition de ce bien permettra de compléter le patrimoine environnemental de la collectivité afin de mettre en œuvre une protection et faciliter une gestion cohérente du site dans le cadre de la politique en faveur de l'environnement et de la protection de la biodiversité,

Décide

Article 1. De préempter par exercice du droit de substitution de la commune relatif au droit de préemption du Conseil Départemental de Loire-Atlantique au titre des périmètres d'Espaces Naturels Sensibles, les immeubles non bâtis, cadastrés BO n°85, BO n°228 et BO n°656, pour une superficie totale de 13 036 m², situés en zone NS, à Nantes, La Prairie de Mauves, appartenant à Madame Lætitia MODINE et Monsieur Frédéric MODINE, ayant fait l'objet de la Déclaration d'Intention d'Aliéner, présentée par Maître Gildas RASS, Notaire Avenue du Housseau à CARQUEFOU 44470, reçue au Conseil Départemental de Loire-Atlantique le 30/03/2023.

Article 2.

Le droit de préemption est exercé en vue de compléter le patrimoine environnemental de la collectivité afin de mettre en œuvre une protection et faciliter une gestion cohérente du site dans le cadre de la politique en faveur de l'environnement et de la protection de la biodiversité.

Article 3. La Ville de Nantes exerce son droit de préemption aux prix et conditions figurant dans la Déclaration d'Intention d'Aliéner à savoir DEUX MILLE HUIT-CENT-SOIXANTE-HUIT EUROS (2 868,00 €).

Article 4. Dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget de l'année 2023.

Article 5.

M. le Directeur Général des Services et Le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nantes, le

- 5 JUIN 2023

Pour la Maire

L'Adjoint au Maire délégué

Pascal BOLO

NB Article R. 421-5 du Code de Justice Administrative : « Les délais de recours contre une décision administrative ne sont opposables qu'à la condition d'avoir été mentionnés, ainsi que les voies de recours, dans la notification de la décision. »
En l'espèce, délai de recours : 2 mois à compter de la réception de la présente décision.
Voie de recours : recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes.

Transmis en préfecture le : 16/06/2023

Mis en ligne le : 16/06/2023